

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 9 OCTOBRE 1979 - N° 968

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Manifestation nationale des femmes : une large mobilisation

Venues de toutes les régions du pays, de toutes les banlieues et quartiers de Paris, elles étaient en masse, samedi après-midi, pour exiger l'avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures et les immigrées ! Une mobilisation sans précédent pour les droits des femmes, à quelques semaines du débat parlementaire sur la loi Veil deuxième version. Une mobilisation qui ne s'arrêtera pas là : partout, des initiatives sont prévues pour imposer l'ouverture de centres d'IVG, pour imposer aussi qu'ils correspondent à ce que souhaitent les femmes. Au bout de cinq ans d'application limitée de la loi Veil, une chose est sûre : pas question de se contenter de la reconduction pure et simple de la loi !

LIRE EN PAGE 5

Giscard en Aquitaine : les sourires et la matraque

Le voyage de Giscard en Aquitaine a été marqué par des appels à opérer une «décrispation» entre la majorité de l'opposition. En marge de ces jeux politiques, les travailleurs ont exprimé par milliers leur refus de la politique d'austérité. A Pau, après un discours doux-roux sur l'«unité nationale», les CRS ont brutalement chargé les manifestants.

LIRE EN PAGE 4

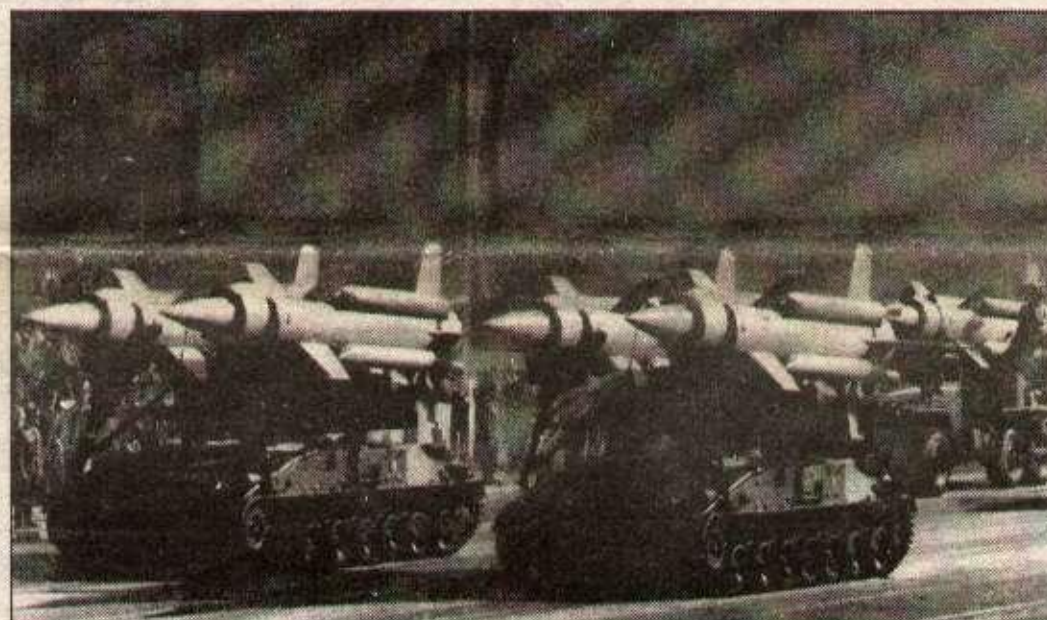
La révolution chinoise depuis 1949

LIRE EN PAGE 6

BREJNEV : PROMESSES FALLACIEUSES ET MENACES REELLES

L'URSS propose le retrait de :

- 20 000 hommes : 5 % des troupes soviétiques stationnées en RDA
- 1 000 chars, sur 7 000



A l'occasion du discours de «détente» de Brejnev, des chars est-allemands équipés de fusées paraissent à Berlin.

Dans un discours fait à Berlin pour le 30^e anniversaire de la RDA, Brejnev s'est engagé à retirer de RDA, dans les 12 mois, 20 000 soldats soviétiques et un millier de chars. Il faut rapporter ces chiffres à la réalité du déploiement soviétique en Europe de l'Est : 800 000 hommes, dont 400 000 en RDA.

En faisant ces promesses, Brejnev espère influencer l'opinion publique de pays ouest-européens au moment où l'OTAN envisage l'installation de bases de missiles Cruise et Pershing pour contrebalancer le déploiement des SS-20 soviétiques. Et Brejnev menace : «Si de tels projets devaient être réalisés, ils rendraient la situation, en RFA et dans d'autres pays, délicate».

LIRE EN PAGE 7

Face à la lutte des travailleurs REPRESSION FORCENEE CONTRE DES MILITANTS SYNDICAUX

- Alsthom-Belfort : 66 travailleurs convoqués au tribunal refusent de s'y rendre
- RVI-Vénissieux : 4 délégués licenciés avec l'accord du ministre du Travail
- Rouen : un militant CGT en prison depuis une semaine pour distribution de tracts

Marcel Lamy, militant CGT, arrêté pour avoir distribué des tracts syndicaux, doit passer en jugement ce mardi sous l'inculpation de violence à agent. La CGT et la CFDT protestent contre son maintien en détention.

Dans l'escalade de la répression contre les travailleurs en lutte, le pouvoir

se déchaîne : Boulin vient d'autoriser le licenciement pour «faute grave» de quatre délégués syndicaux, que leur patron accuse de l'avoir séquestré. Ceci à l'encontre d'une décision de justice ne reconnaissant pas la séquestration.

La direction d'Alsthom, à Belfort, va

jusqu'à traîner 66 grévistes devant le tribunal, où ils ont refusé de se rendre. En l'affaire, le ridicule la dispute à l'odieux, quand on sait que l'une des personnes convoquées est en congé de longue maladie depuis des mois, et qu'une autre a quitté l'entreprise.

LIRE EN PAGE 8

Après le 30^e SICOB : problèmes présents pour une vision d'avenir - 5.FIN

EMPLOI : DES MEFIANCES BIEN FONDEES

Le rapport Nora (1) détaille précisément les conséquences de l'informatique sur l'emploi. Selon le rapporteur, l'industrie française souffre de trois maux :

- Un déficit durable de sa balance commerciale,
- Un affaiblissement des demandes traditionnelles (en clair, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs),
- Une aggravation croissante du chômage.

A ces trois maux, le rapport fait correspondre trois «risques» :

- Risque de déséquilibre économique durable.
- Perte du consensus national (existe-t-il ?)
- Perte d'indépendance (recul de la place de l'impérialisme français dans le monde).

Succédant à cette analyse réaliste par certains aspects, Simon Nora propose trois conditions pour sortir la bourgeoisie de la crise.

- Accroître fortement la productivité en l'adaptant à la «nouvelle» division internationale du travail. Ainsi la télématique est censée reprendre la flamme de l'automobile.

— «Susciter de nouvelles demandes intérieures». Pour cela, Nora n'envisage nullement de relever le pouvoir d'achat. Il propose de «nationaliser» la demande de certaines consommations collectives, c'est-à-dire de rendre «obligatoire» l'achat du vidéotex, de l'annuaire téléphonique, etc...

- Enfin sur la base de ces «consommations collectives», l'emploi pourrait être relancé, l'équilibre extérieur étant préservé du fait de la protection de ces marchandises vis-à-vis de la concurrence extérieure. Un monopole de fait serait assuré aux capitalistes français.

Ainsi, le rapport Nora, repris par Giscard, assigne une dure tâche à l'informatique : Elever fortement la productivité dans les secteurs exposés à la concurrence impérialiste pour les rendre compétitifs sur les marchés internationaux : d'où les mesures très fermes de rationalisation à Thomson, CIT Alcatel, AOIP... D'autre part, enserrer la société française de mailles informatiques suffisamment serrées pour que la consommation de masse soit un support efficace aux entreprises spécialisées dans les secteurs.

D'où cette volonté d'accélérer l'informatisation de la société et dont les conséquences sur l'emploi viennent d'être citées par plusieurs rapports : baisse de 30% des effectifs de bureau (actuellement 2 à 3 millions de personnes) pour les dix ans à venir ; stagnation des effectifs industriels et poursuite de la baisse des effectifs agricoles. Or, plus d'un million de travailleurs actifs sont attendus sur le marché du travail d'ici 1985.

Quant aux conditions de travail des tertiaires, elles vont aller en s'aggravant : intensification de l'attention, visualisation difficile et isolément seront les prix à payer, même si à priori la bureautique pourrait permettre un assouplissement du travail, la suppression de certains travaux répétitifs. Ils seront remplacés par d'autres non moins répétitifs, selon les syndicats d'employés.

DES INQUIETUDES SUR L'AVENIR DU POUVOIR ETATIQUE

Cependant, l'informatique n'a pas comme seul synonyme : automatisation. Véhiculant, concentrant l'information de toute nature, il y aura des conséquen-

Le Colloque «Informatique et société» a donné au XXX^e Sicob plus qu'une simple publicité. Le discours de clôture de Giscard aura-t-il seulement été l'occasion d'énoncer des idées un peu fumeuses, quelque peu interplanétaires ? La bourgeoisie n'est-elle pas plutôt préoccupée par les implications sociales et politiques d'un progrès scientifique dont elle ne maîtrise pas totalement l'évolution ? Certes, elle en précipite l'application économique. Cependant, l'informatique, on l'a vu, touche de près à la question du pouvoir : contrôle étatique vis-à-vis des autres puissances, crainte

INFORMATIQUE

E : QUELS DANGERS ?

Par Jean JAULIN et Gilbert GERLAND

ces sur la répartition des pouvoirs. Peut-on conclure avec certains visionnaires de l'avenir, que tout est «noir», que les pouvoirs policiers de la bourgeoisie seront renforcés d'autant ? Ou bien ne faut-il pas interpréter la série de colloques, de commissions sur le sujet comme autant d'inquiétudes sur un phénomène dont la bourgeoisie ne maîtrise pas toutes les données sociales et politiques, alors même que ses préoccupations économiques l'amènent à accélérer son programme ?

Dans la période d'enfance de l'informatique, le monopole de l'Etat ne souffrait que d'un concurrent : les multinationales américaines. Les ordinateurs nécessitaient une technologie lourde, des millions de capitaux et n'étaient pratiquement pas reliés entre eux. Il fallait alors que l'Etat crée sa propre entreprise — la CII en 1965 — et protège ainsi le monopole de l'administration.

Actuellement, l'informatique passe à l'âge adulte : les micro-ordinateurs font leur entrée en masse (plus de 500 000 aux USA), à des coûts très abordables (moins de 10 000 NF) ; les réseaux multiples permettent d'accéder à la comptabilité des systèmes et des langages.

Cette explosion de l'informatique ne peut-elle pas conduire à remettre en cause le monopole étatique ou élitiste de la bourgeoisie ? L'exemple des radios libres, s'attaquant au monopole n'est-il pas un contre-exemple à cette vision par trop simpliste des fichiers policiers omniprésents ?

On peut avancer sans trop se tromper que l'informatique recèle aujourd'hui (et plus encore demain si l'évolution à la baisse des prix et à la sophistication des systèmes se poursuit comme tout semble l'indiquer) des possibilités fantastiques de démocratisation de la société et de destruction des monopoles.

L'automatisation croissante de la production peut diminuer considérablement le temps de travail nécessaire. La répartition massive des ordinateurs ou des terminaux, peut étendre l'acquisition du savoir et la suppression d'intermédiaires soumis à la bourgeoisie, la création à bas prix de systèmes de communications autonomes ou locaux pouvant être contrôlés par les travailleurs, et enfin, l'économie considérable dans la production et la communication de temps, d'énergie et de matériaux lourds.

Cela, l'utilisation du capitalisme ne peut même pas en cacher la portée. C'est la concurrence, la loi du profit qui l'oblige à cette révolution technique, comme au temps de la première révolution industrielle au 19^e siècle.

Les forces populaires n'ont-elles pas tout à gagner à se l'approprier et à porter la lutte sur le terrain ?

Il est vrai que la bourgeoisie compte utiliser aussi l'informatique à son profit. Mais plutôt que d'avancer le spectre de la société policière, il faut examiner en détail la façon dont ce progrès peut se retourner contre les masses.

Il y a certes l'existence des fichiers (cf. encart). Mais d'autres questions apparaissent plus fondamentales sur lesquelles il convient d'ouvrir un débat.

ELITE OU EDUCATION DE MASSE

Tout d'abord la formation, l'éducation des masses. Démocratiser n'est pas, contrairement au rapport Nora, donner un produit à tout le monde. C'est permettre l'utilisation consciente à l'ensemble de la collectivité, son contrôle sur la technique. Or le système scolaire, la formation professionnelle sont loin d'être aussi avancés que l'industrie. Une opération 10 000 micro-ordinateurs dans les écoles vient

d'une concurrence anarchique entre producteurs marginalisant le contrôle étatique sur les télécommunications. La façon dont la bourgeoisie compte utiliser l'informatique ne fait pas de doute : fichiers policiers, rationalisation capitaliste du travail... Mais elle doit faire face à deux problèmes : la méfiance populaire sur la question des libertés et de l'emploi, la remise en cause du monopole étatique de diffusion des informations et de l'élitisme par le savoir sur lequel s'appuie sa domination.

Cela ne semble guère être l'optique du gouvernement. Dans cet exemple de l'école, apparaissent bien les risques d'une uniformisation du savoir et de la création d'une nouvelle élite.

LES EXCLUS DE L'INFORMATIQUE

Autre problème très important. On entend parler de socialisation de l'informatique. Le capitalisme serait-il conduit par les sciences à s'engager vers le socialisme ? C'est oublier que nous sommes dans une société marchande, les produits s'achètent et se vendent, c'est cela qui fonde les rapports sociaux capitalistes. Or, bien que le prix des produits baisse rapidement, comme nous l'avons vu dans cette enquête, la tendance du capitalisme à l'exclusion d'une partie des membres de la société, par le chômage notamment, peut contribuer à amener de nouvelles divisions de classe, à introduire des divisions supplémentaires dans le peuple. N'est ce pas là un nouveau danger que nous avons effleuré dans la description de l'expérience de Vélizy (Teletel), en montrant que les cadres et techniciens supérieurs en seraient les principaux bénéficiaires ?

Uniformisation du savoir, absence de protection des libertés, formation d'une élite nouvelle (par recomposition en partie de l'élite technocratique actuelle), exclusion sociale d'une partie des masses, voilà semble-t-il la réponse de la bourgeoisie à un progrès scientifique et technique propre à remettre en cause son monopole étatique. C'est de cela que sont remplis les multiples colloques, consacrés à l'informatique. Il faut sans aucun doute poursuivre le débat esquissé ici pour trouver les réponses à cette politique de classe.

(1) ce rapport, écrit à la demande de Giscard, fut publié en 1978. Il a été publié pour une grande diffusion dans la Collection Points — Série Politique — Prix 10 F environ.

Les fichiers policiers

A l'heure actuelle, il y a de multiples fichiers administratifs : l'INSEE, l'ADASS, le ministère de l'Intérieur bien sûr, la police, l'armée, etc. En 1974, le projet Safari fut l'objet d'un véritable débat public. Il s'agissait d'effectuer sur un même ordinateur (Iris 80) l'interconnexion des différents fichiers administratifs. Projet mis au point par l'INSEE dont le numéro que chacun d'entre nous possède désormais (à 13 chiffres) aurait été l'identificateur commun. Safari (Système Automatisé pour les Fichiers Administratifs et le Répertoire des Individus), a été aussitôt après sa révélation publique, suspendu par Messmer. Alors premier ministre, il avait pris l'engagement qu'un décret public soumis au Conseil d'Etat pourrait seul permettre de relancer l'opération. Pour autant le projet n'est pas abandonné.

Un peu plus tard, un fichier Gamin fût l'occasion d'une véritable réaction publique. Mis au point par l'ADASS et le ministère de l'Education, il consistait à mettre sous fiche informatique personnalisée, toutes les informations «médicales», (sociologiques et psychologiques comprises !) concernant un enfant depuis sa naissance. Prétexte officiel : permettre un «bon» suivi médical et une «bonne» orientation scolaire aux enfants. Le principe de la personnalisation a été soi-disant abandonné. Mais la protection légale des fichiers est très faible. Tout fichier est légal depuis la loi «informatique et libertés» adoptée en 1976. Chaque personne n'a qu'un droit de regard sur les informations le concernant, et celui de faire rectifier les erreurs. D'autre part, une commission a été nommée pour surveiller les abus (1). On peut conseiller de ne jamais mettre le N° identificateur de l'INSEE là où il n'est pas nécessaire.

Après 24 jours de grève, les travailleurs de la COTRA (Compagnie des Transports de la Région Angevine) ont repris le travail samedi matin. Vendredi matin, par 100 voix contre 71 ils avaient décidé de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction.

Notre correspondant fait ici le point sur la lutte et analyse les raisons des licenciements.

L'organisation des transports urbains d'Angers, a subi plusieurs transformations au cours des dernières années. En 1970 est créée, à la suite d'un appel d'offre public, la Société des Transports Urbains d'Angers. La ville assume alors les investissements et la responsabilité de la politique des transports. En 1976, c'est un syndicat mixte, dont le maire actuel, Jean Monnier est président, qui prend la suite de la ville d'Angers.

Pendant trois ans, l'exploitation des bus fonctionne donc comme une «société fermière». Mais le 1^{er} septembre de cette année, la COTRA (Compagnie des Transports de la Région Angevine) prend la suite de l'ancienne société. La COTRA est une filiale du groupe transexel, qui

47 licenciements à la Compagnie des Transports de la Région Angevine

PRES D'UN MOIS DE GREVE FACE A UNE MAIRIE DE GAUCHE

Angers, de notre correspondant.

gère les bus d'une vingtaine de villes en France, dont ceux de Lyon. Société privée faisant fonctionner un service public, sans risque financier, la COTRA continue à utiliser le contrat d'affermage mis en place pour la société présente. C'est d'ailleurs ce qui sert au syndicat mixte pour accuser la COTRA des problèmes actuels. La réalité est cependant plus complexe : depuis de nombreuses années, le déficit de la société des bus n'a cessé de s'aggraver, sans que les municipalités, l'ancienne «de droite», ou la nouvelle «de gauche», n'aient jamais rien fait alors qu'ils étaient au courant de l'affaire. Aujourd'hui, la COTRA enregistre un déficit de 23,5 millions de francs, pour un budget global de 44,5 millions. D'ailleurs, le personnel de la COTRA est unanime : «on a laissé faire ces licenciements alors que les

élus savaient le déficit de la société». Pour le maire, Jean Monnier, «nous n'avons commis aucune erreur de gestion», et il ajoute pour se déculper, lui et sa municipalité, qu'il était impossible d'y voir clair avant 1979 ! L'argument ne tient pas, et nombre d'employés accusent le maire de faire du chantage à la crise pour se dégager de toute responsabilité.

CRISE MUNICIPALE SUR FOND DE LICENCIEMENTS

En même temps que les 47 licenciements étaient confirmés, on assistait à la mairie d'Angers à de vifs

échanges entre le maire PS et son adjoint PCF. Ce dernier reproche à Monnier de «se résigner à une politique de gestion de la crise». Réponse du maire : «les communistes au sein de la municipalité ont un double langage». De toute évidence, les conceptions ne sont pas les mêmes... Pourtant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que si effectivement le maire PS a une responsabilité importante dans le déficit de la société des bus, les élus du PCF aussi, puisqu'aussi bien, ils ont été associés à toutes les discussions, sans jamais avoir alerté le personnel des menaces qui pesaient sur lui. Ils n'ont réagi que

quand les 47 licenciements ont été confirmés, trouvant là une occasion d'attaquer le bloc PS au sein de la municipalité. Les travailleurs de la COTRA ne sont pas dupes de ces querelles, puisqu'ils ont déploré «d'être pris dans une bataille politique qui ne les concernait pas, estimant que leur problème risquait d'être marginalisé».

L'INTRANSIGEANCE DE LA MUNICIPALITE

Au calme relatif du début a succédé la colère, et parfois l'énervement. Un exemple parmi d'autres : l'idée ayant été lancée de faire circuler des bus gra-

tuits, celle-ci a été abandonnée parce que certains conducteurs menaçaient de rentrer leurs bus dans la mairie, pour demander des comptes à la municipalité ! De réunion en réunion, d'AG en AG, les grévistes se sont aperçus que de la part de la municipalité comme de la part du directeur de la COTRA (Kopp), c'était l'intransigeance totale. Comme Kopp, le maire ne veut rien savoir : il veut bien envisager le reclassement des employés, mais il confirme les 47 licenciements et refuse le paiement des jours de grève.

Jeudi 4 octobre, elle a été votée avec 66 % des voix. Plusieurs actions ont été entreprises la semaine dernière pour empêcher les bus de rouler, et pour montrer la détermination à lutter contre les licenciements, et pour l'amélioration des conditions de travail : des pneus ont été dégonflés, un contrôleur qui essayait de sortir un mini-bus pendant la nuit, a été coincé devant les portes par les grévistes, etc... L'épreuve de force est engagée entre le maire, le directeur et les employés dont la colère s'est de nouveau manifestée vendredi, quand ils ont appris que Kopp avait décidé de refuser de payer les repos de roulements réguliers pendant la période de grève, alors qu'il s'était engagé au contraire, par écrit. Pour le personnel, c'est de la provocation.

A cause du conflit des bus la fête du PS est reportée

La Fédération du PS du Maine et Loire a pris la décision de reporter sa fête départementale prévue dimanche avec la participation de Leny Escudero à Angers.

Le PS explique la raison de la manière suivante : «Les signes de la Fête si nécessaires dans notre société, le rire, l'humour, la tendresse ne peuvent s'exprimer que dans la liberté et la détente, les affrontements de tous ordres ne le permettent pas. Dans la situation actuelle des bus angevins, nous ne pouvons tenir notre fête en pleine sérénité»



Depuis mercredi matin 3 octobre, les 63 ouvrières de l'usine Sapitex d'Angers sont sans travail et occupent les locaux à l'appel du syndicat CGT. Ceci ne concerne pas seulement Angers puisque tout le personnel de la Société Sapitex (430 salariés dont des unités à Rennes, Lamballe, Fougères) a été informé mardi de devoir cesser immédiatement son travail. Cette décision a été prise par le tribunal de commerce de Paris, qui a ordonné... la liquidation des biens de cette entreprise spécialisée dans les manteaux et les imperméables.

Pour la direction «il s'agit de la concurrence des pays à bas salaires et aussi du temps froid du printemps et de l'été», qui ne leur a pas valu les commandes habituelles ; voilà des arguments bien simplistes qui n'ont pas trompé les ouvrières. Or comment se fait-il par exemple qu'à l'usine d'Angers, il n'y ait plus aucun stock dans ce cas ? En fait, cette entreprise connaît des difficultés depuis longtemps : en 1977, il y a déjà un dépôt de bilan et pendant deux ans l'usine est sous syndic.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL EPOUVANTABLES

Ce n'était qu'un sursis puisqu'un nouveau dépôt de bilan intervenait, alors que le patron Sapiro avait repris l'affaire en main depuis quelques mois. Celui-ci a même été jusqu'à

demandeur à une secte «the age of enlightenment holding AG» de reprendre l'établissement, mais cela à condition que 60 % des ouvrières fassent de la méditation transcendental 1/4 d'heure le matin et l'après-midi. En fait le patron s'en est tiré à bon compte, puisqu'il a liquidé tous les stocks avant de liquider l'entreprise. Dès notre arrivée à l'usine, c'est un accueil chaleureux ; des ouvrières nous invitent à discuter avec elles : «depuis 7 ans, c'est la première fois que l'on parle de nous» s'exclamera même l'une d'entre elles.

La visite de l'atelier à laquelle nous invite une des déléguées nous laisse stupéfaits. Laissons lui la parole. Elle nous explique que : «Le patron a eu ces locaux gratuits puisque c'est la municipalité qui les lui a prêtés, et celui-ci s'engageait à réparer ces vieux locaux ; seulement il

ne l'a jamais fait, depuis ceux-ci se sont dégradés. Depuis 11 ans, nous travaillons dans cet atelier pour lequel le patron ne payait ni impôts locaux, ni électricité, en plus, il ose accuser les ouvrières d'avoir fait couler la boîte». «Vous vous rendez compte» nous disent d'autres ouvrières, «il nous faut travailler dans des conditions épouvantables, l'eau coule dans l'atelier quand il pleut (elles nous montrent les flaques d'eau et l'infiltration sur les murs) ; de plus le chauffage restreint ne marche pas toujours. Cet hiver nous avons été obligées de travailler avec 5° dans l'atelier, mais vous n'avez pas vu la cantine, nous l'avons créée de toutes pièces. Bien que des promesses patronales aient été faites, le mobilier c'est nous qui l'avons amené, en fait ce n'est pas vraiment une cantine puisqu'il n'y a aucune commodité,

on peut tout juste faire réchauffer son manger en plus il y a plein de souris qui se baladent dedans».

Nous terminons notre visite de l'atelier par les toilettes, constatant encore la vétusté et l'insalubrité des locaux. En nous entretenant plus longuement avec les ouvrières, nous apprenons aussi que le travail est basé sur le rendement, la plupart des ouvrières ne gagnait qu'un peu plus du SMIG pour des conditions de travail scandaleuses. «Au début, comment-elles, on avait peur que les primes divisent les filles, mais on ne fait plus de bonification depuis belle lurette car le rendement est trop élevé».

L'OCCUPATION CONTINUE

Pour l'instant donc, les ouvrières attendent d'être payées de leurs heures, de leurs salaires et soldes.

Pour ce qui est des lettres de licenciement, une réunion doit avoir lieu à Paris avec les délégués et la direction, les lettres ne pouvant être envoyées avant les résultats de cette réunion. Plusieurs bruits couraient selon lesquels le syndicat aurait donné une réponse favorable. D'autres bruits circulent aussi sur le rachat de l'entreprise par la Datar-Ouest Atlantique, mais il n'y a rien de sûr pour l'instant. Les ouvrières occupent jour et nuit leur entreprise avec

enthousiasme et sont décidées à obtenir satisfaction.

De plus elles ne sont pas isolées puisqu'elles ont reçu le soutien et la visite d'autres usines d'Angers, notamment des Ardoisières, qui sont parties en grève, des ouvriers de Recticel qui ont été licenciés pendant l'été et des pompiers. «Pour la poursuite de l'occupation, après réception des lettres de licenciements, une décision doit être prise en inter-syndicale».

Abonnement :

4 mois 100 F ☐
1 an 350 F ☐
Soutien 600 F ☐
..... F ☐

Nom (en capitale)

Prénom

Ville

Date

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cedex 19

Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

● Présidentielles : Chevènement choisit son candidat

On a beau dire, au sein du PS, que la désignation du candidat aux présidentielles n'est pas d'actualité, les polémiques vont bon train. Samedi, dans une interview à un journal régional, Chevènement déclarait à ce propos que Mitterrand était «le meilleur candidat socialiste à la présidence de la République», et lançait de vives attaques contre les autres candidats potentiels : «MM. Rocard et Mauroy sont de mauvais candidats qui diviseront le parti et le conduiront à la déconfiture, comme en 1969». Dans cette polémique, les arguments les plus mauvais sont appelés à la rescousse : c'est ainsi que Rocard est accusé de la rupture de la gauche : «Est-ce un hasard, si la rupture de 1977 s'est produite sur le dossier des nationalisations dont le parti socialiste lui avait confié la charge ?»

Au même moment, un sondage Figaro-SOFRES, sur la cote des hommes politiques donne 43 % d'opinions favorables à Rocard contre 36 % à Mitterrand.

L'attaque de Chevènement contre Rocard est d'autant plus maladroite qu'elle contredit la thèse officielle des dirigeants socialistes, selon laquelle le PCF porte seul l'entière responsabilité de la rupture de l'union de la gauche. Le PCF n'a pas manqué de sauter sur l'occasion : L'Humanité de lundi cite un discours de Fiterman, où celui-ci parle de l'aveu du PS, et conclut que la déclaration de Chevènement «confirme d'une manière singulièrement éloquent la crise réelle que connaît le PS, qui ne parvient plus à cacher la vérité sur la responsabilité qu'il porte dans l'échec de mars 1978».

● Protestations après l'arrestation de François Pain

Après l'arrestation de François Pain, accusé sur base d'une photo de presse, d'avoir participé aux pillages qui ont marqué la fin de la manifestation du 23 mars à Paris, l'Union Nationale des syndicats de journalistes exprime «son indignation devant l'utilisation de photographies de presse à des fins judiciaires. Elle s'inquiète (...) de voir intervenir, six mois après les événements du 23 mars et les peines qui ont suivi, d'autres inculpations et d'autres ouvertures d'informations judiciaires». L'UNSJ réclame la mise en liberté de François Pain.

● Frais communautaires

La commission de contrôle budgétaire de l'Assemblée européenne a publié un rapport sur les frais engagés par les membres de la Commission de Bruxelles sur les derniers frais communautaires. On y apprend que les commissaires utilisent fréquemment des avions particuliers, beaucoup plus chers que les avions normaux, qu'un des commissaires prend des chambres d'hôtel à 1000 F la nuit, que le bar de M. Jenkins coûte plus de 16 000 F par an.

«Cela n'arrivera plus» a répondu le commissaire Roy Jenkins.

3^e ELECTIONS MUNICIPALES A AIX-EN-PROVENCE

Pour la troisième fois depuis mars 1977, des élections vont avoir lieu, le Conseil d'Etat ayant annulé les élections pour la seconde fois. Le premier tour aura lieu le 21 octobre.

RENCONTRE BARRE-CEYRAC

Barre recevait ce lundi le patron des patrons, Ceyrac. Dans un discours prononcé vendredi en Avignon, celui-ci se prononçait pour une libération des marges bénéficiaires et le maintien de la liberté des prix.

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



La fin du voyage de Giscard en Aquitaine

COLERE DES TRAVAILLEURS ET CUISINE POLITIQUE

La première tournée électorale de Giscard s'est terminée samedi. Elle a été marquée de bout en bout par les avances peu discrètes en direction des socialistes locaux, riches d'une longue tradition de

Giscard, on le sait, aime la «France douce». Pour réaliser ce rêve, le ralliement d'une partie de la gauche serait le bienvenu. L'occasion était belle dans cette Aquitaine, où la gauche socialiste et radicale entretient des rapports souvent cordiaux, pour ne pas dire plus, avec la droite. C'est ici que Jean François-Poncet a été élu président de conseil général (en Lot-et-Garonne), alors que la majorité du conseil général est à gauche ; c'est à Bordeaux que Chaban-Delmas a tenu longtemps son siège de président du conseil régional par la grâce de quelques voix de gauche «égarees».

Les appels du pied au centre gauche ont donc été particulièrement appuyés. C'est ainsi qu'à Pau, après que le député-maire socialiste, Labarrère (courant Mauroy), ait tenu un discours faisant alterner la critique courtoise avec une dénonciation des «démagogues», expression qui visait le RPR et le PCF, Giscard répondait en évoquant «la tolérance, condition première de l'unité de la nation» pour conclure : «Cherchons plutôt à réconcilier qu'à opposer». Il avait, la

veille, prononcé à Agen, un discours faisant une large place à un thème qui rapproche l'UDF et le PS : l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Ce qui ne visait pas seulement à répondre aux inquiétudes

des petits paysans de la région. Et aussi par d'importantes manifestations contre la politique d'austérité, particulièrement à Pau où les CRS ont chargé.

PROCHAIN PREMIER MINISTRE : DEVNETTE

A Bordeaux, où il était samedi, le président a dis-

tribué des éloges particulièrement remarquables à Chaban-Delmas, ainsi qu'à ses ministres Boulin et François-Poncet, tous élus de la région. Autant de compliments qui vont nourrir les concours de pronostics sur l'identité du prochain premier ministre, qui sera probablement l'un des trois. D'autant que deux d'entre eux, Chaban-Delmas et François-Poncet, ont montré dans leur région leur capacité à réaliser l'«ouverture» dont rêve le président.

Pendant que celui-ci lançait des propos lénifiants, les travailleurs de la région exprimaient leur refus de la politique d'austérité. A Bordeaux, jeudi, une manifestation syndicale avait rassemblé des milliers de personnes contre la politique d'austérité, cependant qu'à Agen, deux manifestations, l'une des syndicats CGT-CFDT, l'autre de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, fortes chacune de plusieurs milliers de personnes, se rejoignaient dans le centre de la ville. C'est à Pau que l'accueil du président aura été le plus déterminé.

(Voir article ci-dessous)

F.N.

GISCARD A CHABAN J'AI GAGNE, MAIS VOUS ÊTES LE MEILLEUR

A Bordeaux, Giscard a lancé des fleurs à son ex-concurrent des élections présidentielles de 1974, Chaban-Delmas, déclarant : «Je peux le dire maintenant : vous aviez les qualités pour prétendre aux fonctions les plus élevées de notre République. Il ne semblait pas s'en être aperçu à l'époque où la chose se décidait. Il est vrai qu'il ajoutait : «Je sais aussi que celle de maire de Bordeaux est la fonction à laquelle vous teniez le plus». Chacun à sa place.

On se souvient peut-être que Chaban-Delmas se présentait alors comme candidat du gaullisme pur et dur, soutenu par l'UDR, alors que Giscard était appuyé par Chirac et quelques autres, alors marginaux dans le parti gaulliste. Il n'est pas sans intérêt de rappeler quelques-unes des amabilités que Chaban-Delmas lançait à son concurrent : M. Giscard d'Estaing nous conduirait à un retour à la IV^e République, déclarait ce connaisseur. Et aussi : «La société à laquelle tend M. Giscard d'Estaing n'est pas viable (...) Dans le dernier quart du vingtième siècle, une pareille société explosera». Giscard se voyait qualifié de «candidat de la droite», et ses idées de «conservatisme moderne», qui ne constituait «pas un projet de société». Cinq ans après, Chaban-Delmas était élu président de l'Assemblée par les députés UDF, contre le candidat du RPR. Ainsi tourne et se retourne la politique bourgeoise.

GISCARD ACCUEILLI A PAU PAR DES MANIFESTATIONS

Pau, de notre correspondant.

Dès avant 9 H, le 5 octobre, de nombreuses délégations de travailleurs se massaient devant la poste centrale à l'appel de la CGT. Une voiture sonne diffusait des chants syndicalistes, des cheminots diffusaient un tract protestant contre la fermeture d'une ligne. On remarquait la présence combative des travailleurs de Legrand-Pyrénées, qui observent des débrayages depuis plus de 3 semaines pour 2700 F par mois et le 13^e mois.

10 H 20, la place de la mairie est noire de monde : plusieurs milliers de personnes, que l'imposant déploiement policier a bien du mal à encadrer. La fanfare militaire répète alors que l'Internationale commence à fuser. L'ambiance est chaude ; un petit bataillon de giscardiens déploie leurs banderoles : «Vive Henri IV, Vive Giscard», déclenchant un déferlement de cris et de sifflets. Dès lors, cela ne cessera pas.



Des militants CGT, les collectifs IVG, des lycéens, déploient à leur tour leurs banderoles malgré les flics qui tentent de les en empêcher.

10 h 35 : Giscard fait son arrivée. Les slogans couvrent la fanfare dans un bruit de tonnerre : «chômage, misère, non, non, non !». Les discours,

retransmis des salons feutrés de l'Hôtel de Ville, sont recouverts par les cris, les slogans et les sifflets. Labarrère le maire PS déclare : «Il serait bon, dans toutes les régions de France, que l'on ne passe plus son temps à construire l'interminable muraille de Chine des lamentations». Giscard relance la colère en annonçant qu'il veillera personnellement au douloureux problème du chômage dans notre région. «Les compatriotes d'Henri IV comprennent bien que le président de la République a pour tâche de rassembler».

La réponse est immédiate : «Giscard, t'es foutu, t'auras pas le consensus». Vers 11 h 30, c'est le bain de foule parmi le quartier de fidèles de l'UDF, tandis que, de l'autre côté, les CRS matraquent sous la poussée des manifestants. Il y aura six blessés.

Le quadrillage policier se renforce. L'après-midi, les gardes mobiles bloqueront tout le vieux quartier.

Pour l'avortement libre et gratuit

PAR MILLIERS DANS LA RUE

Venues de toutes les banlieues, des quartiers de Paris, de Grenoble, de Marseille, de Bretagne, des 4 coins du pays, elles étaient fort nombreuses samedi après-midi, à remplir la place Denfert-Rochereau, point de départ de la marche nationale des femmes pour «l'avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures et les immigrées». Au moment où le Parlement va rediscuter la loi Veil, où dans les faits, la lutte continue partout pour imposer le droit à l'avortement, et des conditions correctes d'intervention, au moment où les mandarins de la médecine multiplient les déclarations hostiles, il fallait descendre dans la rue pour dire non ! Non à l'oppression des femmes par ce système. Non aux grossesses non désirées, non au diktat de certains médecins, non aux excommunications lancées par les évêques, non aux discriminations à l'encontre

des mineures et des étrangères, non au trafic financier qui existera tant que l'avortement ne sera pas remboursé... Tous ces refus ont jailli pendant des heures, entre les banderoles colorées qu'on retrouve à toutes les manifestations des femmes, entre les pancartes, les écriteaux, mots d'ordre entrecoupés de youyous, de chansons peu amènes destinées à l'ordre des médecins, à Jean Paul II, à Debré... sur tous les airs.

«Manifestation dans la bonne humeur», lit-on dans les journaux. Oui, parce que la marche était nombreuse, parce que toutes les régions étaient représentées, et que c'est un succès ! Parce qu'aussi se retrouvaient des femmes qui savaient d'expérience quelles batailles il avait fallu mener, malgré la répression, les campagnes de dénigrement. Combien de femmes du MLAC ont retrouvé dans cette marche des femmes qu'elles

avaient aidées à avorter, en pleine illégalité ! Aujourd'hui au coude-à-coude pour arracher ce droit des femmes, ce droit qui n'est toujours pas vraiment reconnu. Des femmes de tous les âges, des lycéennes, des femmes avec leurs enfants, des femmes plus âgées. Des hommes aussi, solidaires et concernés par cette lutte commune.

Partie un peu avant trois heures, la manifestation passe devant Montparnasse, où «Laissez-les-Vivre» prétendait faire une contre-manifestation. Qui les a vus, on se le demande... Soudain, boulevard des Invalides, le cortège est bloqué par d'imposantes forces de police, qui quadrillent le quartier. On prend donc la rue de Sèvres, on passe devant l'hôpital des Enfants malades, avant d'arriver vers la Tour Eiffel. Dans le ciel, à basse altitude, un hélicoptère vrombit. Les youyous redoublent ! Dans l'héli-



coptère, on ne le saura que plus tard, Giscard en personne. Revenant du terrain militaire de Villacoublay, il a préféré prendre ce moyen pour rejoindre l'Élysée. Il aurait eu du mal, il est vrai, à traverser la manifestation en voiture...

Il est cinq heures quand les premiers rangs arrivent au Champ de Mars, six heures quand les derniers les rejoignent. Des banderoles sont accrochées à la Tour, on discute un peu partout, avec le sourire, malgré les kilomètres dans les jambes. Cette mobilisation, on le sait, doit se poursuivre demain, partout, et quelle que soit la loi que nous donneront les députés. Cinq ans après le vote de la loi Veil, qui se proposait d'en finir avec le mouvement des femmes pour la libération de l'avortement, la lutte est toujours bien vivante...

Réunion de la Coordination Nationale
du Mouvement des Femmes

**SEMAINE D'ACTION
DU 17 AU 24 OCTOBRE**

Dimanche, se tenait à Vincennes une coordination nationale du mouvement des femmes : après la manifestation de samedi, c'était l'occasion de faire un premier bilan et de tracer les grandes lignes pour la suite de la campagne sur l'avortement.

Le bilan tiré par l'ensemble des femmes présentes, sur la marche du 6 octobre, a été largement positif, qui a montré que la mobilisation était réelle. Bon départ, donc, pour l'ensemble de cette campagne.

Avant de passer aux perspectives d'action, les différentes commissions ont commencé, sur la base du bilan de la marche, un approfondissement de ce que signifiait, aujourd'hui, l'autonomie du mouvement des femmes : sur quelles bases vont-elles se battre, qui va décider des mots d'ordre, des formes d'action... Une réflexion qui va se poursuivre.

Une série d'initiatives a été décidée, avec une semaine d'action nationale mais décentralisée, du 17 au 24 octobre. Au centre des actions en région parisienne, l'Assistance Publique, dont on connaît les réticences à pratiquer des avortements. Une nouvelle émission radio libre a été également décidée, pour soutenir les militantes inculpées après une précédente émission sur l'avortement. Enfin, la participation du mouvement à la manifestation appelée le 24 octobre par les Collectifs a été votée, dans la mesure où cette manifestation se faisait sur les mots d'ordre de la plate-forme.

Entretiens de Bichat

QUAND ON VEUT FAIRE PEUR...

«Laissez-les-vivre» n'a pas renoncé... Après l'échec de leur contre-manifestation samedi après-midi, ils ont occupé un autre terrain, plus favorable que la rue : les entretiens de Bichat, où les médecins viennent chaque année «se recycler». Monsieur Soutoul, médecin tristement célèbre pour ses prises de position et sa pratique farouchement

hostiles à la libéralisation de l'avortement y présidait dimanche matin une séance consacrée... aux complications consécutives aux interruptions volontaires de grossesse. Comme par hasard, en cette période de rediscussion de la loi Veil par le Parlement...

On peut s'étonner, tout de même, que le problème des IVG n'ait été abordé, aux entretiens de Bichat dont on connaît les répercussions importantes sur le comportement des médecins et sur les campagnes lancées en direction du grand public, que sous l'angle des «accidents» et des complications. Surtout quand on voit de quelle façon a été abordé le problème. Dimanche matin donc, des militantes et militantes de l'Association Nationale des Centres d'IVG et Contraception du Planning Familial, tentaient de prendre la parole lors des débats, pour dénoncer les contre-vérités qui venaient d'être énoncées. Ils n'étaient pas venus seuls, puisqu'une trentaine de femmes attendaient à l'entrée, beaucoup plus gardée que les années précédentes. Plutôt que d'affronter la contradiction, le président de séance a préféré battre en retraite, et arrêter là les débats.

Aussitôt, l'ANCIC, le Planning Familial, le Clisact et le Syndicat des Médecins Généralistes donnaient une conférence de presse pour remettre les choses sur leurs pieds, en passant au peigne fin les argu-

ments, peu scientifiques en fin de compte, de ces médecins opposés à l'avortement. Ils dénonçaient l'enquête sur laquelle prétendait s'appuyer M. Soutoul. «Tout d'abord, il s'agit d'une enquête informelle et nominative, ce qui est une violation du secret professionnel et une atteinte à la liberté individuelle par l'utilisation et l'information avec stockage des noms. Deuxièmement, l'enquête a été envoyée aux seuls services de gynécologie obstétrique de CHU et de réanimation des hôpitaux. Mais elle n'a pas été envoyée aux services les plus concernés : services autonomes où se pratiquent la majorité des IVG, et qui se sont créés après le refus de prise en charge de ces interruptions par les services de gynéco. De plus, les 54 135 IVG répertoriées par cette enquête ont révélé 1 735 complications (3,24 %). Ces chiffres proviennent aux dires mêmes de M. Soutoul, de son enquête à laquelle ont été mêlés des résultats d'une thèse de santé de l'école de Rennes, et ceux venant d'autres thèses, et ce dans le but de gonfler les chiffres. Ainsi, les mêmes

complications ont été répertoriées plusieurs fois, ce qui prouve l'absence complète de rigueur scientifique du travail en question».

Pour les associations à l'initiative de la conférence de presse, il ne s'agissait évidemment pas de nier les complications qui peuvent survenir après une IVG, mais de les aborder d'une façon scientifique, qui fasse avancer les choses. L'enquête en question, elle n'avait qu'un seul but : faire peur. Ainsi, elle ne prenait pas la peine de tenir compte de données essentielles comme la cause de demande d'IVG, l'âge de la grossesse au moment de l'avortement, le personnel intervenant, la technique utilisée, la contraception prescrite à la suite... Aucun élément précis sur la gravité des accidents cités, aucune étude des cas de complication qui nécessiteraient aujourd'hui une recherche plus poussée. Par contre des tartines sur les «troubles psychiques» et les «infirmités» qui menaceraient les femmes.

Pourtant, les chiffres un peu sérieux dont on dispose sont clairs. Du temps des avortements clandestins, une femme mourait

chaque jour des suites d'un avortement. Trois cents morts sur 300 à 400 000 ! Aujourd'hui, le taux de mortalité a été ramené à 0,5 pour 10 000, en incluant les avortements thérapeutiques et des grossesses supérieures à 12 semaines ! De même pour la stérilité, on ne peut avancer à la légère que l'avortement en augmente le risque d'une façon très nette : l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) indiquait en 1971 : «Malgré plusieurs études de grande envergure, il n'a pas été possible de déterminer si la stérilité secondaire est plus fréquente après avortement légal qu'après accouchement, ni d'établir si une femme qui a subi plusieurs avortements provoqués a plus de chances de devenir stérile qu'une autre».

Tout cela est connu, certainement, y compris par les spécialistes... de la lutte contre l'avortement. Tout de même, ils ont préféré, dimanche, que les médecins venus aux entretiens de Bichat ne l'entendent pas...

M.C.

20 octobre 16 h - 23 h à la Mutualité

JOURNÉE SUR L'AVORTEMENT

A l'appel du Planning Familial

«Nous obtiendrons avec la lutte de toutes et tous

- Le droit des femmes reconnu
- La loi pénale abrogée
- Les moyens donnés sans restrictions ni privilèges».

LE COLLOQUE DE «CHOISIR»

C'est dans une grande salle de l'Unesco que s'est tenu pendant trois jours le colloque international organisé par l'organisation «Choisir». Dans une grande salle quasi pleine, les débats avec les parlementaires des 4 grandes formations politiques se sont déroulés dans une ambiance mouvementée, l'assistance tantôt applaudissant à tout rompre, tantôt hurlant.

La campagne pour la libéralisation de l'avortement qu'entreprendra «Choisir» se fera autour du texte de loi qu'elle propose aux parlementaires, dont voici les principaux points : — information sexuelle et familiale — l'accès aux méthodes contraceptives, et le recours à l'avortement autorisé dans certaines conditions — l'information sera effectuée sur la radio et la TV au travers d'émissions spéciales — dans chaque centre

hospitalier, mise en place d'un centre d'orthogénie

— l'avortement légal remboursé par la S.S.

— l'avortement libre jusqu'à la 12^e semaine, au-delà, droit à l'avortement thérapeutique

— la demande d'avortement n'est soumise à aucune condition liée à l'âge, à la résidence ou à la nationalité. Après information, la femme pourra renouveler sa demande d'information

— hormis le cas où la femme est en danger, le médecin est autorisé à refuser de faire un avortement à condition d'avoir fait connaître avant le 31 janvier qu'il y est hostile en raison de ses convictions au directeur départemental de l'action sanitaire.

Il semble que la campagne prévue soit surtout une bataille parlementaire (visite aux formations politiques à l'Assemblée nationale, pétition (160 000 signatures) prévue à cet effet).

La révolution chinoise depuis 1949

L'histoire de ces 30 dernières années en Chine, au cours desquelles le peuple chinois a, par sa lutte, obtenu des succès sans précédent, constitue un processus très complexe. Sur nombre d'événements qui ont jalonné cette période, sur nombre de questions qu'elle a ouvertes, le Parti Communiste chinois lui-même n'a

pas encore porté un jugement définitif.

Aussi, en évoquant ici l'histoire de la République populaire de Chine, nous entendons seulement rappeler certains traits marquants de cette période, fournir certains points de repère.

POINTS DE REPERE CHRONOLOGIQUES (suite)

1962 : Cette année est marquée notamment par un débat au sein du Parti communiste chinois, sur le bilan à tirer du «grand bond en avant». Les difficultés rencontrées au cours de ce vaste mouvement destiné à accélérer l'édification socialiste sont imputées non seulement aux calamités naturelles, à la cessation de l'aide soviétique mais aussi à certains excès gauchistes, tels que le volontarisme, la précipitation dans le rythme de collectivisation, de formation des communes populaires, la tendance à l'égalitarisme, avec l'illusion d'une possibilité de «communisation» rapide, le tout développé sur le terrain de l'inexpérience.

Tandis que certains, tels Liu Shaoqi, mettent en cause le «grand bond» lui-même, une rectification est entreprise qui s'efforce de conserver les acquis positifs du «grand bond». C'est l'objet notamment de la conférence de travail élargie du CC du PCC qui se tient début 1962, avec la participation de 7 000 personnes. Dans une intervention à cette conférence, Mao Zedong fait un bilan d'un point de vue autocritique déclarant notamment : *«Je me suis surtout penché sur les problèmes touchant au système social, aux rapports de production. Au sujet des forces productives, je sais très peu de choses. Dans l'ensemble de notre parti, ce qu'on connaît de l'édification socialiste est très insuffisant. Au cours de la période à venir, nous devons accumuler de l'expérience, étudier assidûment et, dans la pratique, approfondir peu à peu notre connaissance de l'édification socialiste et en pénétrer les lois. Il faut fournir un gros effort et faire sérieusement des enquêtes et recherches dans ce domaine. Il faut se fixer à la base pendant un certain temps dans les brigades ou des équipes de production, des usines ou des magasins. Faire des enquêtes et des recherches, c'est une méthode que nous suivions assez bien dans le temps ; mais, depuis que nous sommes entrés dans les villes, nous avons cessé de l'appliquer avec sérieux. En 1961, nous l'avons remise à l'honneur, et la situation a déjà plus ou moins changé...»*

Mao insiste sur la nécessité de développer la ligne de masse, de raffermir le centralisme démocratique dans le parti, et maîtriser les lois objectives de l'édification socialiste.

Dans son discours du 29 septembre dernier, Ye Jianying, vice-président du CC du PCC, évoque les «succès grandioses» obtenus à partir de 1958, tout en soulignant les erreurs commises «qui se traduisaient par des directives données à tort et à travers», la «vantardise» et le «déchaînement du vent communiste». Ye Jianying poursuit en indiquant que «le comité central du parti et le camarade Mao

Zedong se sont vite aperçus de ces «erreurs de gauche» et «c'est sous leur direction que nous nous sommes mis à les rectifier».

En avril et mai éclatent les premiers incidents de frontière avec l'URSS au Xinyang. Le conflit frontalier va devenir une donnée permanente des relations avec l'URSS. En octobre-novembre, conflit avec l'Inde : l'URSS prend parti pour l'Inde.

1963 : Le «Mouvement d'éducation socialiste» prend son essor à la campagne : il a pour objectif l'éducation idéologique, par la dénonciation des tendances capitalistes, le renforcement de l'économie collective, la consolidation des associations paysannes. Dans la mise en œuvre de ce mouvement réapparaissent les divergences surgies les années précédentes sur l'appréciation du Grand bond et le rythme de la collectivisation.

De 1963 à 1964, la presse chinoise va publier les «neuf articles» parmi lesquels la «lettre en 25 points» qui constituent une dénonciation globale par le PCC de la ligne du parti soviétique, qui a abandonné les principes du marxisme-léninisme, et prône la collaboration de classes et la soumission à l'impérialisme US, sous prétexte de «coexistence pacifique».

1964 : Le Mouvement d'éducation socialiste donne lieu à des interprétations différentes. Pendant cette période, Liu Shaoqi envoie à la campagne des équipes de travail centrales qui procèdent à de nombreuses révocations de cadres. Dans l'armée, à l'initiative de Lin Biao, se développe un mouvement dit «d'étude et d'application vivante» de la pensée Mao Zedong.

Réunion de la 3^e Assemblée nationale populaire. Elle confirme Liu Shaoqi et Zhou Enlai dans leurs fonctions respectives de Président de la République et de Premier ministre. Dans son rapport sur les activités du gouvernement, Zhou Enlai déclare : *«Nous devons, avant la fin du siècle, transformer la Chine en un puissant Etat socialiste, doté d'une agriculture, d'une industrie, d'une défense nationale, d'une science et d'une technique modernes»*.

Mao ayant adressé des critiques aux milieux artistiques et culturels qu'il estime coupés des masses, peu soucieux de leurs problèmes, le CC du PCC crée un «groupe chargé de la Révolution culturelle».

Dans le même temps, apparaissent les mots d'ordre lancés par Mao : *«Prendre pour modèle la brigade de Dazhai dans l'agriculture et l'exploitation pétrolière de Daqing dans l'industrie»*. Daqing par exemple concentre en effet un certain nombre d'acquis de l'édification socialiste en Chine : la création de ce champ pétrolier du Nord-Est met en valeur le principe de compter sur



Dès 1964, Mao Zedong et le parti communiste chinois lançaient le mot d'ordre : «Prendre exemple sur l'exploitation pétrolière de Daqing».

ses propres forces, sans aide massive de l'Etat, il réalise une combinaison de l'industrie et de l'agriculture, de la ville et de la campagne, du travail manuel et du travail intellectuel ; l'étude du marxisme-léninisme, la mise au premier plan de la conscience politique s'y accompagnent de l'étude des phénomènes scientifiques et des techniques, en vue d'une juste articulation entre révolution et production.

— La même année, la Chine fait exploser sa première bombe atomique, brisant le monopole de l'arme nucléaire, détenu par les grandes puissances.

1965 : Dès janvier, le Bureau politique du PCC publie un texte en 23 points, qui tente de redéfinir les objectifs controversés du Mouvement d'éducation socialiste. Ce texte dénonce déjà «les hauts responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste».

Le point de départ de la Révolution culturelle va être en novembre une critique de la «destitution de Hai Rui», pièce accusée de constituer une attaque contre Mao Zedong.

— L'intervention américaine s'aggrave au Vietnam. Premiers bombardements contre le Nord. La République populaire de Chine va constituer un arrière sûr pour la lutte du peuple vietnamien, et des autres peuples indochinois ; elle leur fournit vivres, vêtements, armes et munitions. La valeur de cette aide est évaluée à 10 milliards de dollars. Nombre d'officiers et de soldats d'origine chinoise combattent directement dans l'armée populaire du Nord-Vietnam, pour repousser l'agression américaine.

La révolution culturelle

1966 : Le déclenchement de la Révolution culturelle est inséparable des enseignements tirés de la restauration du capitalisme en URSS et dans les autres pays de l'Europe de l'Est. L'affirmation comme quoi «la Chine restera rouge» illustre cette volonté de

s'opposer à ce que la Chine connaisse une tragédie semblable, dans un contexte international marqué par la scission opérée publiquement au début des années 60 au sein du Mouvement communiste international, par le PCUS qui propage ses thèses révisionnistes modernes. C'est en s'appuyant sur la mobilisation des masses la plus large possible que la Révolution culturelle doit s'opposer à toute tentative de restauration capitaliste en Chine. C'est ce qu'indiquait Mao en déclarant dès 1965 : *«Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines et les milieux culturels, entrepris le Mouvement d'éducation socialiste, sans pour autant résoudre le problème, parce que nous n'avions pas trouvé une forme, une méthode, permettant de mobiliser les larges masses ouvertement dans tous les domaines à partir de la base pour qu'elles dénoncent notre côté sombre»*.

Le 16 mai, une circulaire du Comité central dénonce l'ancien groupe chargé de la Révolution culturelle, (Peng Zheng et Liu Shaoqi) et appelle à «critiquer les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, le gouvernement, l'armée et les différents secteurs du domaine culturel». Elle met en garde contre «les individus du genre Khrouchchev qui attendent leur heure», en s'appuyant sur le fait qu'en URSS, c'est la dégénérescence révisionniste du Parti communiste qui a déterminé la restauration du capitalisme. A l'origine, la Révolution culturelle devait durer trois ans.

Le 5 août, Mao rédige un dazibao soutenant les premiers dazibaos parus à l'université de Beijing. Le débat par affiches murales et réunions spontanées se développe dans les écoles et les universités, sur les problèmes de l'éducation et de la culture, de la superstructure en général, dont on estime qu'elle est contaminée par l'idéologie bourgeoise. Très vite, la jeunesse va se

mobiliser par millions dans les organisations de «gardes rouges». Les étudiants seront bientôt rejoints par de jeunes ouvriers. L'idée comme quoi les masses doivent «s'occuper des affaires de l'Etat», que les travailleurs doivent contrôler l'ensemble des aspects de la vie politique et sociale, la nécessité d'avancer dans la résolution des contradictions travail manuel-travail intellectuel, ville-campagnes, les références fréquentes à la Commune de Paris et à ses principes, notamment l'absence de privilèges, l'éligibilité et la révocabilité de ses dirigeants, sont au cœur de vastes débats où on entend s'opposer aux idées révisionnistes qui ont triomphé en URSS.

La décision du 8 août du CC du PCC appelle les membres et les cadres du Parti à s'engager activement dans la Révolution culturelle. Elle soutient la constitution des organisations qui en sont issues. Elle met en garde contre un élargissement de la cible et avance le mot d'ordre *«Faire la révolution et promouvoir la production»*. Le onzième plénum du CC (qui ne s'était pas réuni en session plénière depuis 1962) soutient la ligne du grand bond, le Mouvement d'éducation socialiste et la Révolution culturelle.

Pendant les derniers mois de 1966, les équipes de «gardes rouges» se déplacent dans tout le pays pour diffuser la Révolution culturelle et faire des échanges d'expérience.

1967 : Des incidents violents, des affrontements entre factions rivales de «gardes rouges» se multiplient. Des ministères sont occupés, des ambassades attaquées. L'armée est invitée à intervenir pour empêcher les affrontements, mais sans réprimer et sans dissoudre les groupes de «gardes rouges».

En juillet-août, les affrontements et les violences s'aggravent. A Beijing, Shanghai et ailleurs, des affrontements sanglants font des milliers de morts, des factions rivales se développent et se combattent souvent militairement, chacune prétendant avoir la «ligne juste».

En septembre, une série de directives du Parti critiquent sévèrement «l'ultra-gauche», affirmant que la quasi totalité des cadres sont bons ou «récupérables». L'utilisation de la violence est dénoncée. Un groupe, le «Groupe 516» est accusé de conspiration. Le CC du PCC appelle à la poursuite du mouvement sans qu'il entrave la rentrée scolaire et universitaire et la production.

A suivre

Article commun
au Quotidien du Peuple
et à L'Humanité Rouge

Discours de Brejnev à l'occasion du 30^e anniversaire de la RDA

PROMESSES EN L'AIR, MENACES BIEN REELLES DU SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE

Pour le trentième anniversaire de l'Allemagne de l'Est, à l'occasion d'une imposante parade militaire organisée à Berlin-Est, Brejnev a fait un discours adressé à l'Europe où il a savamment dosé les promesses fallacieuses de détente et les menaces bien réelles.

Promesses de détente : Brejnev s'est engagé à retirer, dans les douze mois, 20 000 soldats soviétiques et un millier de chars de RDA. En ce qui concerne les armes stratégiques, il fait également une proposition de «réduire le nombre des missiles nucléaires de moyenne portée, disposés dans la partie occidentale de l'URSS, si les pays de l'Europe de l'Ouest n'accroissent pas le nombre de leurs propres missiles de moyenne portée».

LA REALITE DU DEPLOIEMENT SOVIETIQUE

L'annonce de ces mesures unilatérales et ces propositions, à première vue positives, va sans doute amener de l'eau au moulin aux partisans de la «détente» qui attribuent les préparatifs de guerre à des «inquiétudes» des dirigeants soviétiques qu'il faudrait «calmer». Toutefois, il faut rapporter ces déclarations à la réalité du déploiement soviétique en Europe de l'Est : plus de 800 000 hommes, dont 400 000 en Allemagne de l'Est.

Le retrait proposé ne change pas grand chose, puisque dans le cadre des négociations sur la réduction des forces en Europe,

(MBFR) les Occidentaux réclamaient un retrait de plus de 100 000 hommes pour aboutir à un plafond de 700 000 des deux côtés (OTAN et Pacte de Varsovie). Quant au départ d'un millier de chars, il n'entame nullement la supériorité du Pacte de Varsovie dans ce domaine (20 000 rien qu'en Allemagne de l'Est). On voit donc que Brejnev gagne beaucoup pour la propagande en faveur de la «détente» sans rien perdre sur le plan des avantages militaires en Europe.

En ce qui concerne les armes stratégiques, les propositions de Brejnev arrivent à l'heure où l'OTAN prépare une réponse au déploiement des missiles de moyenne portée SS-20 que l'URSS vient d'installer en Europe de l'Est. L'OTAN entendrait proposer à plusieurs pays européens l'installation de bases des missiles Cruise et Pershing destinée à annuler la supériorité acquise par l'URSS dans ce domaine, depuis le déploiement des missiles SS-20. En faisant ces promesses de réduction, Brejnev espère agir sur l'opinion publique de ces pays pour empêcher l'installation des nouveaux missiles américains. Il ne propose en fait qu'un marché de dupes.

MENACES DE BREJNEV

Mais ces promesses s'accompagnent de menaces bien réelles au cas où les pays européens ne se conformeraient pas aux «conseils» soviétiques. Parlant de l'installation des missiles américains, Brejnev déclare : «Si de tels projets devaient être réalisés, ils rendraient la situation en RFA et dans d'autres pays européens délicate». Il ajoute : «L'URSS n'utilisera jamais d'armes nucléaires contre les Etats refusant de produire ou d'acquiescer de telles armes, et ne les entreposant pas sur leur territoire». Autrement dit, ceux qui veulent enfreindre le monopole nucléaire n'ont qu'à bien se tenir... quant aux autres, ils ne sont pas à l'abri de la formidable menace des troupes conventionnelles contre laquelle ils ne disposeront pas de la dissuasion atomique.

Les propositions «pour la paix et le désarmement» de l'URSS sont toujours de même nature : après des années d'un effort militaire sans précédent, l'URSS est parvenue à une supériorité stratégique dans un certain nombre de domaines. En faisant des propositions de réduction des forces dérisoires, le social-impérialisme peut aujourd'hui faire des opérations de propagande fructueuses, tout en poursuivant fébrilement sa course aux armements. Si les estimations diffèrent sur l'équilibre des forces en Europe et sur le degré

réel de la supériorité soviétique, il ne faut pas oublier que les préparatifs de guerre de l'URSS concernant l'Europe ne sont pas limités au seul continent.

ENCERCLEMENT DE L'EUROPE

Un des aspects les plus importants de cette stratégie est, ces dernières années, l'encerclement de l'Europe à partir de ses voies de ravitaillement, en Afrique notamment. C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'offensive soviétique dans la Corne de l'Afrique et au Yémen, l'implantation soviétique dans la région de l'Océan Indien, depuis l'Afghanistan jusqu'à l'Afrique Australe. Cette stratégie d'encerclement, c'est aussi le déploiement de la flotte et des sous-marins russes dans l'Atlantique, la Méditerranée et la Mer du Nord. On estime qu'aujourd'hui le social-impérialisme se donne les moyens de réaliser très rapidement un blocus des pays européens permettant de les asphyxier économiquement et de les affaiblir face à une offensive militaire conventionnelle.

Quoi qu'en disent ceux qui croient aux mirages de la «détente», ce ne sont pas quelques promesses en l'air de Brejnev qui modifient une politique expansionniste et agressive préparée et développée depuis des années à l'échelle du monde.

J.-P.C.

● Cambodge : Sihanouk prend la direction d'un mouvement de résistance à l'invasion

La semaine dernière, le prince Sihanouk a annoncé qu'il allait prendre la tête d'une force militaire nationaliste «en vue de chasser les agresseurs vietnamiens du territoire cambodgien». Cette force militaire serait la branche armée d'un «front neutraliste» formé par des organisations de réfugiés cambodgiens dont Sihanouk avait accepté de prendre la direction. Rappelons qu'auparavant, Sihanouk avait refusé de s'associer au Front de large unité nationale proposé par le gouvernement du Kampuchéa démocratique dont Khieu Samphan lui avait proposé de prendre la tête. Sihanouk a fait appel à l'ONU et à plusieurs pays pour soutenir son organisation. On ne peut encore préciser l'importance et l'implantation de cette armée «sihanoukiste». Cependant, à l'heure où l'armée de Hanoï avec plus de 200 000 hommes lance une offensive générale pour éliminer la résistance et rayer le peuple cambodgien de la carte par la famine et les massacres, la création de ce nouveau mouvement patriotique renforce le camp des Cambodgiens qui luttent pour la survie de leur patrie.

● Japon : protestation contre une nouvelle base russe dans les îles du Nord

Ces dernières semaines, l'URSS a encore accru son dispositif militaire dans les îles du Nord du Japon annexées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Malgré les demandes répétées du gouvernement japonais, Brejnev a refusé d'engager des négociations pour le retour de ces îles au Japon. Mais de plus, l'armée soviétique a commencé récemment à y implanter des bases militaires. La première base a été installée en 1978 dans l'île d'Etorufu, puis dans celle de Kinashiri. Cet été, l'URSS a cette fois envoyé 2000 hommes dans une troisième île, Shikotam. Ce qui ferait passer les forces terrestres soviétiques stationnées dans ces îles à 10.000. Le gouvernement constituait «un acte hostile envers le peuple japonais». L'ambassadeur de Brejnev a répondu en déclarant que cette protestation était «une intervention grossière dans les affaires intérieures de l'URSS».

● Océan Indien : les nodules de l'Empire

Au cours d'une campagne de recherche dans l'Océan Indien, un navire scientifique français a découvert au large des côtes de la Réunion (à l'intérieur des deux cents milles marins) d'importants gisements de nodules polymétalliques (cobalt, nickel et cuivre) d'une densité exceptionnelle : jusqu'à cent kgs au mètre carré, ce qui rend leur exploitation assez envisageable.

Les nodules polymétalliques constituent une des richesses potentielles de la mer pour laquelle la course à l'exploitation est déjà engagée entre les différents impérialismes. Les recherches effectuées par la France dans l'Océan Indien éclairent sa politique dans la région et le maintien sous la tutelle coloniale de très nombreux «départements et territoires d'outre-mer». En effet, l'impérialisme français détourne à son profit la revendication des pays du Tiers-Monde de l'instauration d'une zone économique à 200 milles marins des côtes. Grâce aux restes de l'empire colonial dans l'Océan Indien, en Océanie et aux Caraïbes, l'impérialisme français dispose d'un vaste domaine maritime dont il compte tirer le maximum de profits. Ces projets ne manqueront pas de susciter de nouvelles protestations des pays de l'Océan Indien qui dénoncent le colonialisme et la présence de l'armée française dans la région.

LE PRESIDENT PORTUGAIS A PARIS

A l'ordre du jour, l'entrée du Portugal dans la CEE et le statut des travailleurs immigrés

Le président portugais Eanes effectuera cette semaine une visite officielle en France. Au cours de son voyage au Portugal en juillet, Giscard avait multiplié les déclarations favorables au gouvernement portugais et à l'entrée du Portugal dans le Marché Commun, le président français prétendant en quelque sorte patroner cette intégration envisagée progressivement dans 8 à 10 ans.

L'une des conditions mises par les gouvernements de la CEE à l'entrée du Portugal, c'est l'application d'un plan d'austérité conseillée par le FMI et l'instauration d'un consensus social. C'est sur ces problèmes qu'ont achoppé les différents gouvernements qui se sont succédé à Lisbonne : socialistes, centristes et partis de droite n'ont pu s'entendre sur les moyens de faire payer la crise aux travailleurs et de liquider les acquis arrachés aux patrons après la chute du fascisme. Cette

situation d'instabilité gouvernementale, aggravée par la crise opposant le PS au président de la république, a entraîné la convocation de législatives anticipées en décembre prochain ; elles seront suivies de présidentielles en 1980. La persistance, le développement des luttes populaires (notamment celle des paysans de l'Alentejo contre la reprise des domaines occupés) font qu'en entrant dans la CEE, le Portugal risque bien de ne pas être cette «démocratie» musclée et normalisée que

souhaitent accueillir les dirigeants européens.

Il est probable que la question des travailleurs immigrés portugais en France sera au centre des discussions d'Eanes et Giscard lors de son investiture, en 1976 le général président avait déclaré que le Portugal devait se développer pour donner du travail à tous. En fait, trois ans après, cinq ans après la révolution des œillets, le chômage au Portugal est loin d'avoir diminué, tandis que l'inflation est à 25 %. Le gouvernement portugais est donc incapable de tenir ses engagements de réduire les départs et d'encourager les retours. Sur douze millions, il y a un million de Portugais en France : ne dit-on pas que Paris est la deuxième ville du Portugal ? Dans la mesure où leur pays est en

passé de s'intégrer au Marché commun, les travailleurs portugais devraient être relativement moins touchés par les mesures d'expulsion et de répression de Stoléru. Des accords spéciaux ont déjà été signés entre les deux gouvernements pour «organiser les flux migratoires».

Alors que Giscard veut organiser la collaboration entre classes dirigeantes, la solidarité entre les travailleurs français et portugais, s'est déjà largement développée, par l'écho rencontré par les luttes au Portugal depuis la chute du fascisme et par la participation des travailleurs immigrés portugais aux luttes de la classe ouvrière en France.

J.-P.C.

le quotidien du peuple

- Directeur politique..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique..... Nicolas Duvallois
- Section internationale..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Alsthom-Belfort

L'OCCUPATION DE LA GARE RENFORCE LA COMBATIVITE DES GREVISTES

La lutte ne faiblit pas à Alsthom. Un pas a été franchi en fin de semaine, par l'occupation de la gare de Belfort pendant une heure et demie, vendredi après-midi, par plus de 1 000 travailleurs. L'idée avait été lancée dès le début de la semaine dans les piquets de grève, mais ne s'était pas traduite en décision de l'intersyndicale. C'est au retour de la manifestation de mercredi, puissante, mais limitée à une promenade en ville, que s'est exprimée plus fortement l'exigence d'actions plus offensives.

Jeudi soir, un travailleur délégué par les piquet de grève intervenait devant l'intersyndicale pour faire entendre ses propositions. Vendredi, après une manifestation en ville, et l'entrée d'une délégation à la Préfecture, c'était l'occupation de la gare, dans une excellente ambiance, avec l'appui de la plupart des cheminots, avec comme conséquence le blocage

du Paris-Bâle et du Lyon-Strasbourg. Cette action a commencé à briser le mur du silence, puisqu'elle a été signalée sur les postes périphériques et à la télévision régionale. Elle a remonté l'enthousiasme des grévistes. Les travailleurs, tant à la CGT qu'à la CFDT, estiment positive cette action, d'autant que la direction sem-

ble vouloir faire pourrir le mouvement.

En effet, les négociations qui se sont déroulées vendredi à Paris, puis poursuivies à Belfort, se sont heurtées, samedi matin, à un préalable : avant toute négociation, la direction demande au piquet de grève de reculer de 10 mètres, afin que trois gardiens réinvestissent la guérite. L'intersyndicale a fait une concession, faisant reculer le piquet, tout en prenant des mesures supplémentaires : les trois gardiens ne doivent pas bouger, et les chariots élévateurs viennent s'ajouter aux wagonnets devant la porte, cependant que d'autres travailleurs viennent renforcer le piquet. « De toute façon, si les négocia-

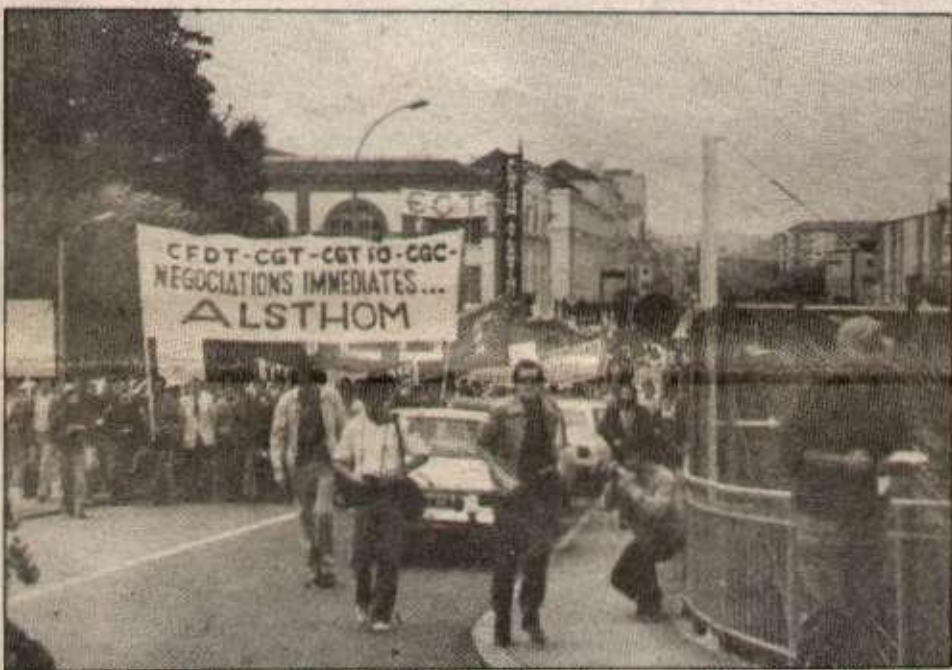
tions ne débouchent pas les trois gardiens seront refoulés », avancent déjà les grévistes.

Le patron ne propose que 70 francs par mois d'augmentation uniforme, une prime de 300 francs annuelle, et deux jours de congés pour les mères d'enfants de moins de six ans. Mais les travailleurs sont déterminés à obtenir satisfaction : la direction n'est pas même parvenue à obtenir des cadres, sauf d'une cinquantaine d'entre elles, qu'ils réclament la « liberté du travail ». Au bout de huit jours de lutte, ils ont même publié une motion soutenant explicitement la lutte.

Comment éviter le pourrissement de la grève ? Les travailleurs pensent maintenir la mobilisation en multipliant les actions spectaculaires mobilisant un grand nombre de travailleurs, dans le genre de l'occupation de la gare. En tout cas, il est clair que le découragement n'est pas d'actualité. La convocation ce lundi matin de 66 grévistes au tribunal des référés ne semble pas ébranler la détermination des travailleurs : ils ne sont d'ailleurs pas allés au tribunal. Signalons d'ailleurs le caractère provocateur de cette mise en œuvre de la justice : l'un des délégués convoqués est en congé maladie de longue durée depuis plusieurs mois, l'autre a quitté l'Alsthom.

Lundi après-midi devait avoir lieu un vote sur les propositions du patron.

Correspondant



C'est au retour de la manifestation de mercredi que s'est exprimée l'exigence d'action plus offensive.

RVI Berliet-Vénissieux

Quatre délégués licenciés par le ministre

Vendredi matin, on apprenait que Boulin, à la demande de la direction de RVI, acceptait le licenciement de quatre délégués syndicaux (3 CGT, 1 CFDT), coupables d'avoir défendu les revendications des travailleurs.

Dès l'annonce des licenciements, les syndicats appelaient les travailleurs à se mobiliser sur-le-champ : débrayage très suivi à Vénissieux, allant jusqu'à 90 % à Montplaisir. Après avoir laminé notre pouvoir d'achat, licencié les travailleurs, c'est maintenant aux droits syndicaux que s'attaque Renault pour mettre au pas Berliet, qui traditionnellement, a des droits acquis supérieurs à ceux du reste de la Régie.

Face à ces attaques contre les libertés à l'entreprise et contre le droit pour les travailleurs de lutter, quelle riposte envisager, qui soit à la hauteur de ces attaques ? Telle est la question en débat parmi les travailleurs, et qui va être déterminante en ce début de semaine. Le bilan des actions précédentes n'est pas très encourageant, et aujourd'hui la volonté des travailleurs est grande de voir la lutte se concrétiser par des actions dures et efficaces, pouvant aller jusqu'à l'occupation, malgré les difficultés, et malgré le fait que personne n'ait préparé la lutte à une action de cette ampleur.

CORRESPONDANT

Gravelines et Tricastin

Délai de 2 ou 3 semaines, pour quoi faire ?

André Giraud, ministre de l'Industrie, au cours du Club de la presse d'Europe 1, a déclaré qu'aucune centrale ne sera démarrée s'il y a un risque quelconque. Le 1^{er} octobre il avait donné le feu vert pour le chargement. Aujourd'hui EDF estime qu'il faut 2 à 3 semaines pour les opérations de contrôle des réacteurs défectueux des centrales de Gravelines et Tricastin.

Sur le site de la centrale nucléaire du Tricastin, le travail a repris vendredi après-midi, après l'annonce d'une « suspension » pour 2 ou 3 semaines du chargement en uranium enrichi. Le travail a repris, mais les ouvriers se méfient, et ont laissé en place toutes les dispositions prévues pour s'opposer à un éventuel chargement. Comment faire confiance aux différentes déclarations du gouvernement et d'EDF, qui se démentent l'un l'autre jour après jour, sans qu'au fond, le délai de 2 ou 3 semaines n'ap-

porte de solution rassurante au problème des fissures ?

Si tout était réglé sérieusement, pourquoi la direction générale d'EDF a-t-elle éprouvé le besoin de sortir un communiqué demandant à ses « responsables locaux de continuer leurs efforts d'information pour convaincre le personnel que les défauts superficiels décelés sur certains éléments de réacteurs nucléaires ne posent pas de problèmes sur le plan de la sûreté » ? Pourquoi un délai de 2 ou 3 semaines, alors qu'il y a peu de temps encore, il était dit qu'il faudrait beaucoup de temps, puisque les procédés de contrôle et de réparation ne pouvaient pas être opérationnels avant avril-mai 1980... ? De toute évidence, le délai ne correspond à aucune norme technique. Il y a gros à parier qu'il s'agit là, pour le gouvernement et pour l'EDF, de gagner du temps, d'endormir la vigilance des travailleurs du nucléaire.

● OPEP : contre le paiement en dollars du pétrole

Au cours d'un séminaire des pays de l'OPEP à Vienne, le représentant du Qatar a demandé l'abandon du dollar comme base de calcul du prix du pétrole. Il a proposé que ce prix soit indexé sur un panier de devises et varie en fonction de la valeur des exportations des pays industrialisés.

A l'occasion de ce séminaire, Atkins, ancien ambassadeur des USA en Arabie Saoudite a estimé qu'une intervention américaine (du type de celle qui est envisagée avec la force spéciale de 100.000 hommes que Carter met sur pied) ne pourrait parvenir à prendre le contrôle des pays pétroliers du Proche-Orient. Atkins estime en effet que les travailleurs et techniciens arabes qui les font fonctionner rendraient les installations inutilisables en cas d'expédition militaire américaine.

Meeting de soutien à la lutte du peuple centrafricain

« TROUPES FRANCAISES HORS D'AFRIQUE ! »

Rentré jeudi à Bangui, Ange Patasse, dirigeant du MPLC, qui avait été retenu à Paris par le gouvernement français et qui s'était ensuite réfugié en Libye a déclaré : « Le climat est favorable aux négociations ». Il semble envisager en effet de négocier avec Dacko, affirmant « Nous voulons préserver l'unité du pays et épargner les sacrifices inutiles ».

Vendredi à Paris, au cours d'un meeting de soutien organisé par l'ATCF (Association des travailleurs et stagiaires centrafricains en France), l'UNECA (Union nationale des étudiants centrafricains) et l'UNECA-FEANF, ces organisations ont lancé un appel commun pour la tenue d'une table ronde regroupant toutes les for-

ces d'opposition à Dacko en vue de former un « gouvernement provisoire d'union nationale » avant la tenue d'élections démocratiques. Elles mettent comme préalable le départ immédiat des troupes françaises.

Convoqué à la hâte, face à l'urgence de la situation en Centrafrique, le meeting qui s'est tenu vendredi après-midi à la Bourse du travail de Montreuil, a fixé des objectifs clairs pour combattre les manœuvres de l'impérialisme français et de son valet Dacko en Centrafrique. Le président de l'UNECA, parlant au nom des trois organisations, a dénoncé les crimes de Bokassa et le soutien qu'a apporté au tyran pendant 13 ans l'impérialisme français. Il a réclamé « l'extradition immédiate et inconditionnelle

de Bokassa » et la confiscation de ses biens en France, qui reviennent de droit au peuple centrafricain. Il a également exigé le départ immédiat des troupes françaises, estimant que le danger est grand de voir ressurgir une nouvelle dictature.

Les étudiants centrafricains ont rappelé que pendant ses cinq ans au pouvoir (1961-1966) Dacko s'est livré à la spéculation et s'est distingué dans la répression des ouvriers et des fonctionnaires de Bangui.

Un représentant du MPLC (organisation de Patasse) présent au meeting laissait entendre, de son côté, qu'un accord de son organisation avec Dacko n'était pas à exclure, ce que confirment certaines informations en provenan-

ce de Bangui sur des négociations entre Patasse et le régime en place.

Bien que ce ne fût pas l'objet du meeting, le représentant du MPLC eut à répondre à de nombreuses questions sur le choix de la Libye comme refuge par Patasse, étant donné le soutien donné par la Libye à Bokassa. Les explications fournies par le représentant du MPLC n'ont pas convaincu ses interlocuteurs.

De nombreuses organisations d'étudiants africains sont venues apporter leur soutien à la lutte du peuple centrafricain et dénoncer la multiplication des interventions étrangères en Afrique. Elles ont adopté à l'unanimité le mot d'ordre « Troupes françaises hors d'Afrique ».